

Crise de la DNC : soutien aux paysan·ne et à nos élèves, étudiant.es, apprenti.es et stagiaires en métiers de l'élevage



Alors que les opérations de blocages paysans se multiplient, devant les lycées agricoles y compris, le SNETAP-FSU, membre de l'Élan commun, apporte son soutien à une profession déjà en prise avec une grave crise multiforme depuis plusieurs années maintenant et vis-à-vis de laquelle les gouvernements et ministres successifs n'ont eu de cesse de se dérober... Le bilan-étape, y compris après que la loi d'avenir agricole ait été voté, est accablant : rien sur le revenu, rien sur le foncier... rien ou si peu pour former les professionnel·les d'aujourd'hui et de demain... rien non plus pour accompagner les différentes formes d'agriculture dans la nécessaire transition agroécologique sur fond de réchauffement climatique propice à l'extension des zoonoses !

C'est dans ce contexte plombé où les colères se cristallisent à nouveau

QUE L'ON FAIT DONNER LA TROUPE ET SA PLUIE DE GRENADES LACRYMOGÈNE

contre près de 600 paysan·nes réun·es pour apporter soutien et réconfort à une famille sur le point de voir une vie de travail anéantie... car oui « dépeupler », c'est-à-dire faire procéder par des vétérinaires à l'abattage total d'un troupeau, c'est éminemment violent... le « syndrome de la stabulation vide »... ça existe, de même que l'attachement de l'éleveur·veuse à ses bêtes... sans parler d'une réalité que seuls les gens de métier mesurent, à savoir que la reconstitution d'un troupeau réclame des années d'attentions, de croisements entre races, de travail suivi et soutenu pour reconstituer un troupeau !

QUE L'ON ASSÈNE QU'IL N'Y A QU'UNE SEULE VOIE, UN SEUL PROTOCOLE SANITAIRE POSSIBLE

sous couvert de consensus scientifique alors même que des alternatives exigeantes mais sérieuses existent... mais il s'agit ici à toute force de préserver le statut « indemne » de la France et nos exportations de viande bovine (soit 16 % de notre production)... « quoi qu'il en coûte » !

QUE L'ON N'ASSUME PAS D'ÊTRE RESTER INACTIFS, FERMÉS À TOUTE CAMPAGNE DE VACCINATION MASSIVE

à titre préventif, par anticipation sur tout ou partie du territoire national comme demandé depuis des mois par la Confédération paysanne ou mis en œuvre de façon obligatoire par nos voisins suisses pourtant sans aucun cas signalé à cette heure... Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler à notre gouvernement cet avis de l'EFSA (autorité européenne de sécurité des aliments). Avis autorisé établi en 2016 à partir d'une modélisation de chercheur·ses après que la Grèce, la Turquie et la Bulgarie aient été touchés par la DNC, selon lequel : « la vaccination a un impact plus important dans la réduction de la propagation de la DNC que toute politique d'élimination. Et lorsque la vaccination est appliquée, l'abattage total entraîne une probabilité similaire d'éradiquer l'infection que l'abattage partiel ».

Et après ?

... ET BIEN APRÈS « SI LES AGRICULTEUR · ICES FONT DES PROPOSITIONS SÉRIEUSES ET RÉFLÉCHIES

nous allons écouter, regarder, concerter » a promis la ministre de l'agriculture. Il serait grand temps effectivement... car se contenter de mots du type de ceux de la porte-parole du gouvernement ça n'a que trop duré – extraits : « nous comprenons leur désarroi », « il n'est pas question ici de décision politique partisane, mais prise à partir d'un consensus scientifique », « ce n'est pas Paris qui décide pour les territoires »...

... ET BIEN CELA TOMBE BIEN, LES PROPOSITIONS D'ÉLUS LOCAUX ET D'ÉLEVEUR.EUSES SE MULTIPLIENT

depuis quelques jours, en se gardant des délires complotistes comme des récupérations d'extrême-droite... Il est plus que temps que le gouvernement accepte de réévaluer le protocole sanitaire d'abattage total des troupeaux, en envisageant un abattage ciblé – et donc partiel – des animaux infectés, une approche différenciée – avec une mise en quarantaine stricte et sous surveillance PCR et vétérinaire desdits troupeaux, ou encore mise en place de troupeaux tests pour mieux comprendre la maladie, sans exclure non plus l'expérimentation de traitements médicamenteux.

... ET BIEN QU'ON NE SOIT PAS DUPE DANS LE FAUX-DÉBAT SUR LA VACCINATION QUANT AUX CONTRAINTES

qui demeurent avant tout logistiques et budgétaires, l'extension de la vaccination préventive est une nécessité, d'ailleurs l'élargissement enfin consenti par le ministère de l'agriculture (avec 600 000 à 1 millions de vaccinations à suivre) démontre bien que passer les positions dogmatiques et d'autorité, le temps de l'adaptation du protocole sanitaire est venu comme devrait être venu aussi le temps de penser et anticiper une politique sanitaire à la hauteur des risques épidémiologiques actuels.

